

La République Centrafricaine (RCA) continue de subir les répercussions de plusieurs années de crises politiques, sécuritaires et humanitaires (liées à des violences armées, à des tensions intercommunautaires) et de désastres tels que les inondations et les incendies. Depuis le début de l'année 2024, la situation sécuritaire est volatile, marquée par des affrontements sporadiques entre les Forces Armées Centrafricaines (FACA), soutenues par leurs alliés, et des groupes armés non étatiques, luttant pour le contrôle de territoires, notamment le long des axes stratégiques. Par ailleurs, la présence de groupes armés dans le sud-est et l'ouest de la RCA continue de provoquer d'importants déplacements au cours de l'année, notamment dans les préfectures du Haut Mbomou, de l'Ouham-Pendé et de l'Ouham. Le pays est aussi marqué par une dynamique de retours soutenus, particulièrement dans des préfectures telles que la Haute-Kotto, la Ouaka ou l'Ombella-Mpoko, grâce à une situation sécuritaire qui continue malgré tout de s'améliorer dans certaines régions.

En réponse aux crises complexes en RCA, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie depuis décembre 2013 la Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix en anglais, DTM), un outil qui collecte des données sur les tendances de déplacements et les besoins humanitaires multisectoriels des populations affectées par les crises. À travers sa composante de suivi de la mobilité des populations, la DTM met à jour les tendances de déplacements en collectant des informations auprès d'informateurs clés (autorités locales, représentants des déplacés) au sein des localités et des sites d'accueil des déplacés internes et retournés. Ces informations sont partagées avec la communauté humanitaire afin d'informer les programmes de réponse stratégiques et opérationnels.

Ce tableau de bord présente les dynamiques de déplacements à l'échelle nationale. L'évaluation a été réalisée dans 4 521 localités où se trouvent des personnes déplacées internes (PDI) et/ou des retournés, ainsi que dans 69 sites de déplacement. La collecte de données s'est tenue entre le 1^{er} août et le 9 septembre 2024 dans les 16 préfectures du pays, en plus de la capitale, Bangui.

Nombre de localités évaluées **4 521¹**
 Nombre de sites ayant un gestionnaire évalués **54**
 Nombre de lieux de regroupement (autogérés) évalués² **15**

Individus déplacés internes (PDI)



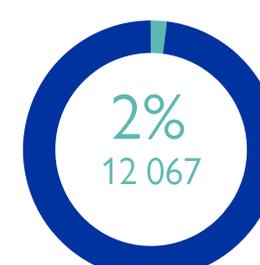
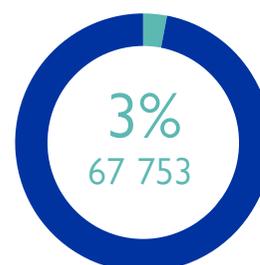
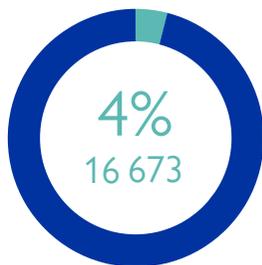
Individus retournés internes



Individus retournés de l'étranger



Pourcentage et nombre de PDI et retournés répertoriés au dernier trimestre (entre Mai et Août 2024) :



Causes de déplacement des PDI et de retour de la majorité des retournés :

Motifs de déplacement des PDI	% de PDI
Affrontements entre éléments armés	45%
Crise politique (d'avant 2014)	17%
Conflits communautaires	13%
Inondations	10%
Crise liée aux élections de 2020	7%
Conflits liés à la transhumance	7%
Incendies, sécheresse	1%

Motifs de retour de la majorité des retournés internes	% de localités
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	82%
Faibles conditions de vie en zone d'accueil	12%
Regroupement familial	3%
Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	1%
Recherche d'opportunités économiques	1%
Accès aux services de base (eau, santé etc.)	1%

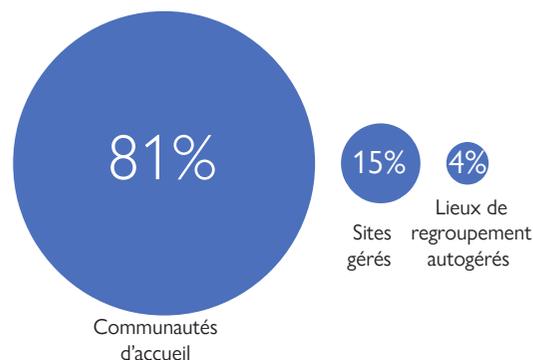
Motifs de retour de la majorité des retournés de l'étranger	% de localités
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	65%
Faibles conditions de vie en zone d'accueil	21%
Recherche d'opportunités économiques	7%
Discrimination/persécution dans la zone de provenance	3%
Regroupement familial	2%
Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	1%
Accès aux services de base (eau, santé etc.)	1%

¹ La collecte de données a couvert 4 521 localités. Au total, 92 localités n'ont pas été évaluées car elles étaient inaccessibles pour des raisons sécuritaires et logistiques au moment de la collecte. De plus, quelques contraintes administratives ont aussi influencées la non couverture de ces zones. Néanmoins, à des fins d'analyse, les effectifs de déplacements et de retours répertoriés dans ces localités lors du round 21 de la DTM ont été pris en compte dans l'estimation totale de la population déplacée interne et retournée.

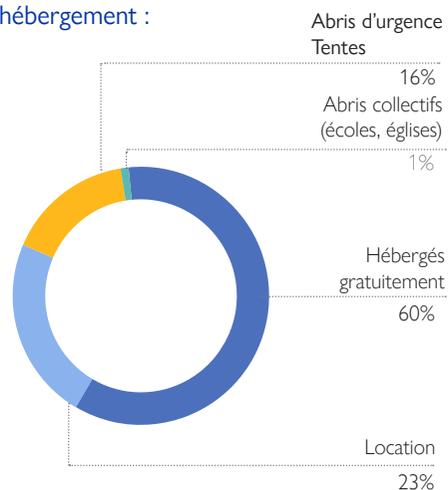
² Les sites gérés désignent les sites de déplacement ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les lieux de regroupement autogérés désignent des lieux (écoles, églises) occupés par la population déplacée à la suite d'un choc soudain sans la présence d'un gestionnaire CCCM.

APERÇU DES DEPLACEMENTS

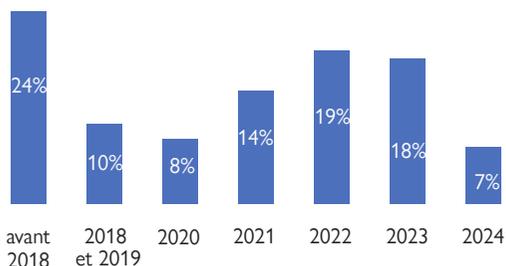
Répartition des ménages PDI par milieu de déplacement (communauté d'accueil/sites)³ :



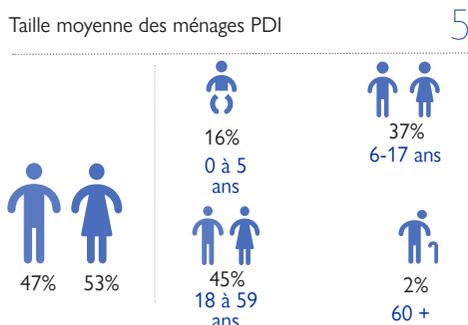
Répartition de ménages PDI, par type d'hébergement :



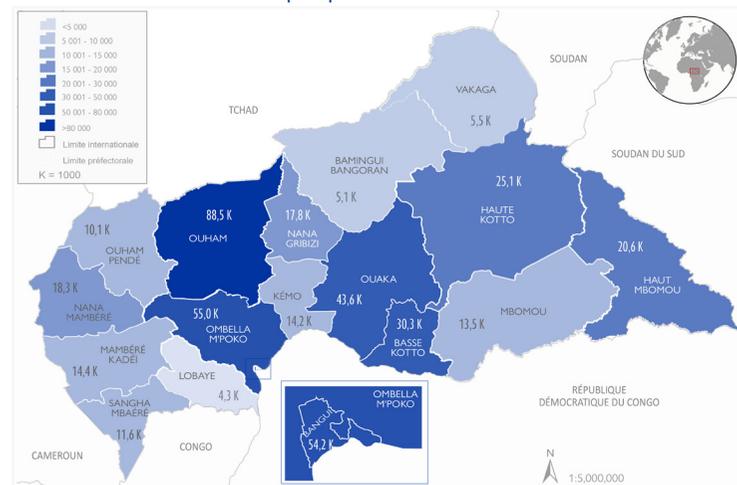
Répartition des individus PDI, par année de déplacement :



Composition démographique des PDI⁴ :



Nombre / concentration des PDI par préfecture⁵



La DTM a répertorié 431 966 personnes déplacées internes (PDI) à l'échelle nationale au 31 août 2024. Les nouveaux déplacés depuis le dernier round de la DTM (avril 2024) sont estimés à 16 673 personnes ayant effectué leur déplacement au cours des quatre derniers mois (mai à août 2024). Les nouveaux déplacements ont été particulièrement prévalents dans l'Ouham (3 896), l'Ouham-Pendé (3 614), la Haute-Kotto (1 884), le Haut-Mbomou (1 483) et la Nana-Mambéré (1 455). Ces nouvelles vagues de déplacements ont été générées par l'insécurité, les conflits entre groupes armés, les conflits liés à la transhumance, ainsi que par des pluies diluviennes entraînant des inondations. Dans les préfectures de l'Ouham (Bossangoa, Markounda et Kabo) et l'Ouham-Pendé (Bocaranga, Bozoum) où les déplacements ont été les plus importants, les attaques de groupes armés contre des civils et les affrontements entre ces groupes et les forces de défense nationales sont les principales causes de ces déplacements. Cependant, le nombre total de PDI a globalement baissé de 3% (soit 14 648 PDI) par rapport au dernier round de la DTM (avril 2024). Cette variation négative du nombre de PDI a été particulièrement marquée dans les préfectures de la Haute-Kotto (-14%), de la Nana-Gribizi (-13%), de la Basse-Kotto (-10%) et de la Ouaka (-8%), en raison de divers facteurs favorisant les retours. Dans la Nana-Gribizi, la Haute-Kotto et la Ouaka, la stabilité sécuritaire, les initiatives de soutien aux solutions durables, les dons de parcelles par les autorités nationales et le projet de construction d'abris de retour par l'OIM sont les principaux facteurs facilitant cette dynamique. Dans la Basse-Kotto, les retours significatifs dans certaines zones comme Alindao et Guiligui, grâce à une meilleure sécurité dans les zones de provenance des PDI, justifient cette baisse. Cependant, malgré cette tendance générale à la baisse, certaines préfectures ont connu une augmentation des déplacements. La Lobaye (+14%), la Nana-Mambéré (+8%) et la Bamingui-Bangoran (+5%) ont enregistré une hausse du nombre de PDI, principalement en raison d'opérations militaires (Bamingui-Bangoran) ou d'attaques sur des civils (Lobaye, Nana-Mambéré). Concernant les milieux de déplacement, 81% des PDI sont accueillis dans des communautés d'accueil, tandis que 19% résident dans des sites de déplacement. Par ailleurs, 18% des déplacements ont eu lieu au sein de la même préfecture, dont 57% dans la même sous-préfecture.

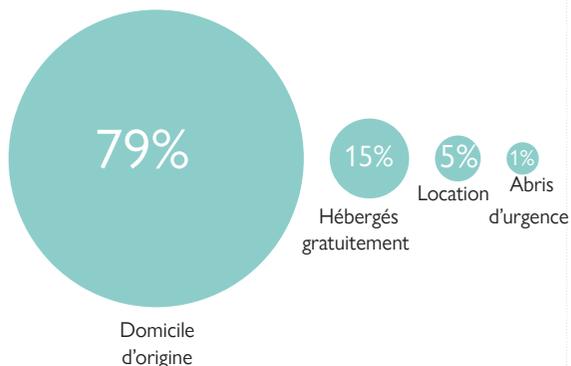
³ Les sites gérés désignent les sites de déplacement ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les lieux de regroupement autogérés désignent des lieux (écoles, églises) occupés par la population déplacée à la suite d'un choc soudain sans la présence d'un gestionnaire CCCM.

⁴ Les informations démographiques ont été estimées sur la base d'un échantillon aléatoire constitué de 15 946 ménages PDI soit 82 998 individus dans les localités d'accueil des PDI. Les données démographiques ont permis de répertorier le nombre d'individus (hommes / femmes) par tranche d'âge : 0 à 5 ans, 6 à 11 ans, 12 à 17 ans, 18 à 59 ans.

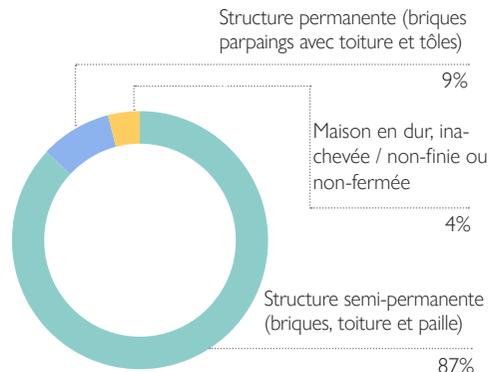
⁵ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

APERÇU DES RETOURS

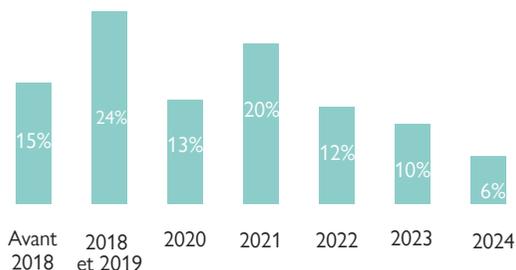
Répartition des ménages retournés (internes et de l'étranger), par type d'hébergement :



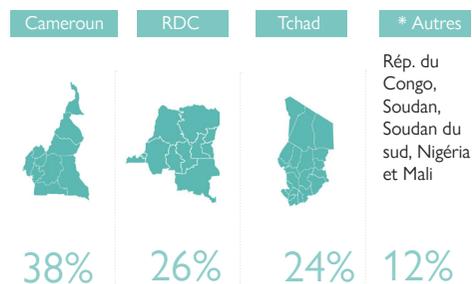
Constitution des abris de la majorité des retournés, par proportion de localités :



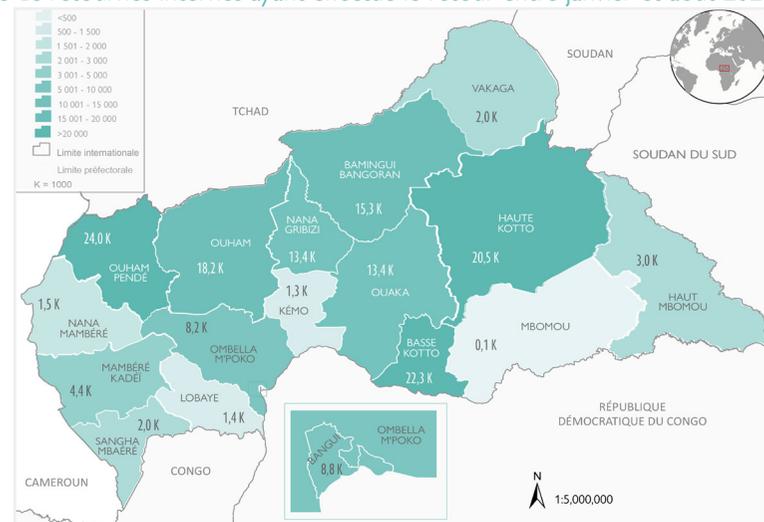
Répartition des individus retournés internes par période de retour :



Répartition de la majorité des retournés de l'étranger selon le pays de provenance, par proportion de localités :



Nombre de retournés internes ayant effectué le retour entre janvier et août 2024 :⁶



La DTM a enregistré à l'échelle nationale 2 309 365 retours internes, dont 136 798 ont eu lieu entre janvier et août 2024. En outre, 539 800 personnes sont revenues de l'étranger, dont 23 011 en 2024 (entre janvier et août 2024). Les nouveaux retours depuis le dernier round DTM (round 21, avril 2024) sont estimés à 67 753 retours internes et 12 067 retours de l'étranger, effectués au cours des quatre derniers mois (de mai à août 2024). Les nouveaux retours internes ont été plus nombreux dans les préfectures de l'Ouham-Pendé (19 908), de la Ouaka (12 882), de la Haute-Kotto (6 664) et de Nana-Gribizi (7 602). Les nouveaux retours de l'étranger depuis le dernier round DTM ont également été prédominants dans l'Ouham-Pendé (2 240), dans la préfecture de l'Ouham (2 209) et dans la Mambéré-Kadéi (1 588). Globalement, les retours internes ont augmenté de 2 pour cent par rapport au round DTM précédent (avril 2024). Cette hausse est liée à l'amélioration de la situation sécuritaire, caractérisée par le retrait des groupes armés de plusieurs zones, ainsi qu'à l'engagement accru des acteurs humanitaires à promouvoir des solutions durables pour les personnes déplacées. De plus, les retours de l'étranger ont augmenté de 1 pour cent par rapport au round DTM précédent, atteignant 20 pour cent dans Bamingui-Bangoran, 16 pour cent dans l'Ombella-Mpoko et plus de 9 pour cent dans le Sangha-Mbaéré. La hausse significative des retours dans les préfectures de l'Ouham-Pendé, de la Haute-Kotto, de la Ouaka et de Nana-Gribizi s'explique, tout comme la baisse des personnes déplacées internes (PDI), par une meilleure sécurité, des initiatives en faveur de solutions durables et d'importantes actions mises en œuvre par l'État et certains acteurs pour soutenir l'accès des ménages à un hébergement digne. Dans l'Ouham-Pendé, ces retours sont en revanche la conséquence de déplacements pendulaires/préventifs et des sensibilisations de la MINUSCA en faveur du retour et de la cohésion sociale. À l'échelle nationale, les retours en provenance de l'étranger, en proportion de localités d'accueil, proviennent majoritairement du Cameroun (38%), de la République Démocratique du Congo (RDC) (26%), du Tchad (24%), du Soudan (6%), de la République du Congo (5%) et du Soudan du Sud (1%). Les principales raisons des retours de PDI en provenance de l'étranger sont une meilleure perception de la situation dans leurs zones d'origine en RCA et des conditions difficiles dans les pays d'accueil.

⁶ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.